

Europe

SOCIAL-DÉMOCRATIE SUÉDOISE : UN CONGRÈS POUR TOUT CHANGER ?

Marius Perrin

27/05/2025

Le parti social-démocrate des travailleurs de Suède tient son 42^e congrès du 28 mai au 1^{er} juin 2025. Alors que le premier parti de Suède doit faire face à l'essor de la droite radicale populiste, ce congrès est décisif pour fixer l'orientation du parti. Dans cette note, Marius Perrin, doctorant au Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences Po, analyse les inflexions idéologiques auxquelles ce congrès pourrait donner lieu pour la gauche suédoise, notamment en matière d'immigration.

Le parti social-démocrate des travailleurs de Suède (*Sveriges socialdemokratiska arbetareparti*) tient du 28 mai au 1^{er} juin 2025 son 42^e congrès à Göteborg, deuxième ville du pays. Alors que le premier parti de Suède connaît une profonde mutation, provoquée notamment par l'essor des Démocrates de Suède, parti de droite radicale populiste, ce congrès revêt une grande importance pour fixer l'orientation future du parti. En effet, il permettra d'adopter un nouveau programme venant remplacer celui de 2013 et mettant en œuvre de fortes inflexions idéologiques.

À un peu plus d'un an des élections législatives, il doit permettre au parti de retrouver le pouvoir sur une ligne résolument plus dure en matière d'immigration et de sécurité, mais aussi plus radicale sur le plan économique. Ce virage inspiré du voisin danois est mis en œuvre depuis quelques années déjà par la dirigeante du parti et ancienne Première ministre, Magdalena Andersson. Il ne semble pas aujourd'hui donner lieu à une fracture au sein du parti, et les débats portent plutôt sur la politique économique à conduire. Alors que s'ouvre le congrès d'un des partis sociaux-démocrates les plus puissants d'Europe, il semble important d'évaluer l'ampleur de la transformation idéologique et de retranscrire les débats qui animent ce modèle historique de l'État providence en Europe.

Le parti social-démocrate suédois, modèle de succès pour le

socialisme européen

Il est nécessaire de rappeler la position unique qu'occupe, et a occupé, la social-démocratie suédoise dans le paysage politique du pays depuis le début du XX^e siècle. Après une première accession au pouvoir en 1920, le parti confirme progressivement son ascendant électoral dans le courant des années 1930, sous la direction de Per Albin Hansson. Le parti transforme alors rapidement la société et le monde économique, marqué par l'influence de figures intellectuelles majeures sur la scène européenne, comme les époux Alva et Gunnar Myrdal. Hansson développe un modèle de socialisme à la suédoise, caractérisé par le concept toujours prégnant de « maison du peuple » (*folkhem*). Celui-ci vient colorer le modèle social d'une dimension nationaliste. Sous sa direction, le parti parvient à maintenir le pays en dehors de la Seconde Guerre mondiale et ouvre une longue période d'hégémonie social-démocrate qui se poursuivra jusqu'en 1976. Des figures fortes se succèdent à la tête du parti et au poste de Premier ministre : d'abord Tage Erlander entre 1951 et 1969, puis Olof Palme, Premier ministre à plusieurs reprises jusqu'à son assassinat en 1986. Ce dernier se fera connaître notamment pour son puissant engagement sur la scène internationale, par exemple au moment de la guerre du Vietnam.

Cette mainmise des sociaux-démocrates sur le pays se fait par ailleurs dans un climat singulier. Le parti communiste suédois, combattu activement par les sociaux-démocrates, parfois de façon très violente, est resté relativement faible durant toute la période. Dans le même temps, le parti a développé un modèle économique qui restait très favorable au monde entrepreneurial. Si le pays connaît sa première alternance depuis la guerre en 1976, les sociaux-démocrates reviennent rapidement au pouvoir entre 1982 et 1991, puis de 1994 à 2006 et enfin de 2014 à 2022. Depuis 1930, le parti a ainsi occupé le poste de Premier ministre pendant un peu plus de soixante-douze ans.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

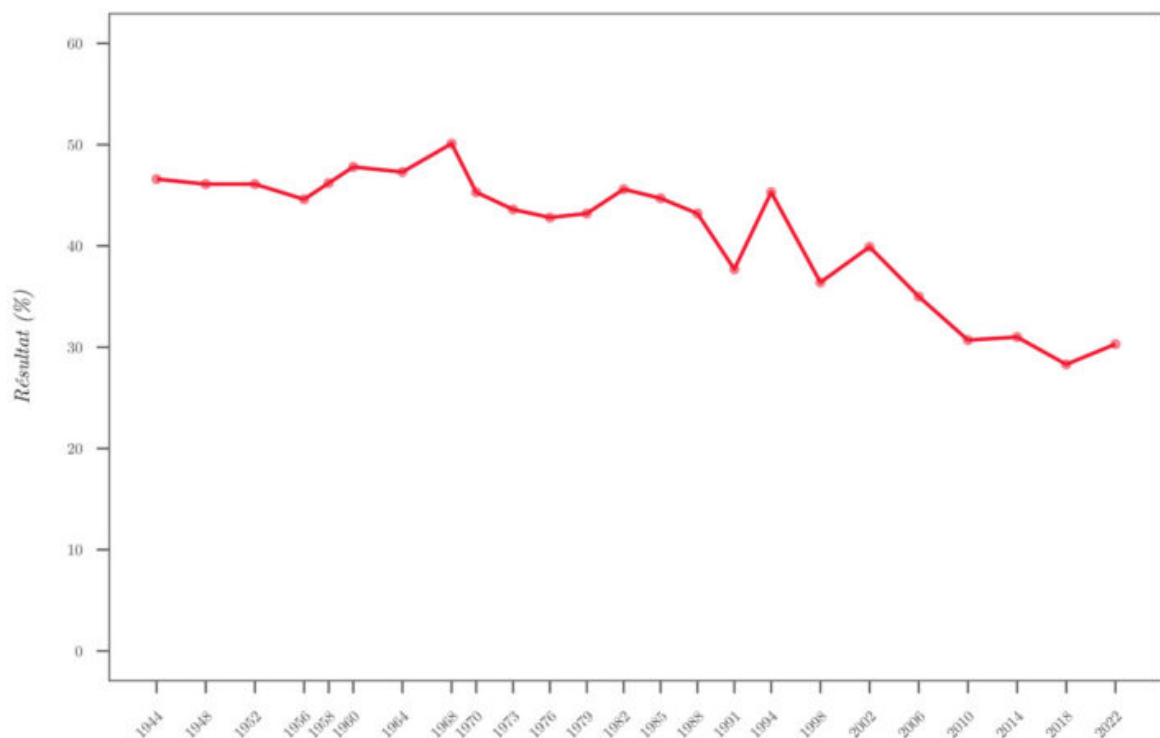
[Abonnez-vous](#)

Un parti frappé par les crises au tournant du XX^e siècle

Malgré cette trajectoire relativement unique à l'échelle du continent (exception faite des autres pays scandinaves), les sociaux-démocrates suédois ont aussi dû faire face à des défis importants

dans la période récente. Les années 1990 ont ainsi amorcé le début d'un déclin électoral important, caractérisé par des alternances plus nombreuses. Les années 2000 sont même particulièrement difficiles, alors que la droite libérale est sensiblement renforcée. Fredrik Reinfeldt, dirigeant du principal parti de centre droit, les Modérés, conduit ainsi le pays pendant huit ans à la tête d'une coalition de centre droit. C'est le gouvernement conservateur à être resté au pouvoir le plus longtemps dans la période récente. Reinfeldt est par ailleurs relativement populaire, et les sociaux-démocrates peinent alors à adopter une stratégie claire. Les dirigeants se succèdent à la tête du parti et, pour la première fois, un dirigeant est même remplacé sans avoir exercé la fonction de Premier ministre. C'est d'abord le cas de Mona Sahlin, à la tête du parti de 2007 à 2011, puis de Håkan Juholt entre 2011 et 2012. C'est finalement Stefan Löfven qui prend les rênes du parti en 2012 et qui parvient à le ramener au pouvoir pendant huit ans. Issu du monde syndical, il gouverne pourtant péniblement, mis en difficulté par l'absence de majorité au parlement.

Résultats électoraux du Parti Social-Démocrate Suédois depuis 1944



Graphique : Marins Perrin, 2025

En effet, ses deux mandats sont caractérisés par la percée électoral des Démocrates de Suède. Le parti d'extrême droite, entré au parlement en 2010, progresse notamment chez les électeurs

issus de milieux populaires, ancienne base électorale des sociaux-démocrates. À partir de 2014, le bloc de droite comme le bloc de gauche ne sont pas en mesure d'obtenir une majorité parlementaire sans le soutien des Démocrates de Suède. Stefan Löfven doit alors manœuvrer péniblement pour obtenir l'appui de l'opposition libérale sur les votes clefs. Ces limites entravent son action législative et sa capacité à mettre en œuvre une politique de gauche. La situation se complique encore en 2018 : le parti réalise alors son plus faible score depuis plus de cent ans. En 2021, Löfven est finalement renversé par une motion de censure, une première dans l'histoire contemporaine du pays.

C'est sa ministre des Finances, Magdalena Andersson, qui reprend la direction du parti et occupe le poste de Première ministre pendant un peu moins d'un an. Première femme à occuper ces fonctions, elle mène un gouvernement composé uniquement de socialistes et parvient à redresser la situation électorale. Bénéficiant de la forte popularité de sa dirigeante, le parti gagne deux points lors des élections de 2022, mais ne parvient pas à se maintenir au pouvoir. Le centre droit renonce alors en effet à la politique de cordon sanitaire et accepte de former une coalition avec l'extrême droite des Démocrates de Suède, permettant au Modéré Ulf Kristersson de devenir Premier ministre.

Un parti en refondation

Après plus de deux ans dans l'opposition, les sociaux-démocrates se préparent aujourd'hui à reprendre le pouvoir. Portés par des sondages très favorables, ils cherchent à refonder le parti dans la perspective des élections de l'automne 2026. Le dernier baromètre de la télévision nationale suédoise crédite ainsi les sociaux-démocrates de 35,6% des intentions de vote, et place ainsi l'opposition presque **dix points au-dessus** de la coalition au pouvoir. C'est l'écart le plus fort depuis août 2023.

Pour renforcer sa position, le parti social-démocrate doit adopter un nouveau programme à l'occasion du congrès de Göteborg. Celui-ci doit remplacer le programme de 2013, considéré comme par beaucoup comme étant trop daté, voire comme un point faible. En effet, son adoption précède l'arrivée massive de réfugiés en Suède en 2015 et ne traite que faiblement de cette question. Il est ainsi très favorable à l'immigration, en conformité avec les positions historiques du parti. Les partis de droite et d'extrême droite s'en servent aujourd'hui pour dénoncer une forme de double discours de la part des socialistes, alors que ces derniers ont fait le choix de fortement durcir leur ligne.

Si 349 délégués venus de tout le pays se réunissent donc à la fin du mois de mai 2025 à Göteborg

pour trancher ces différents débats, la préparation du congrès dure en réalité depuis de nombreux mois. Elle a déjà donné lieu à de nombreuses propositions, permettant d'entrevoir les débats à venir. En 2023, onze groupes de travail thématiques ont été mis en place pour promouvoir de nouvelles idées dans la perspective du congrès. Ce travail préparatoire a abouti en août 2024 à plus de 200 propositions, dont 86 concernent les questions d'immigration et d'intégration. À l'issue de cette phase, la direction du parti a présenté une proposition de programme et l'a soumise aux différentes organisations du parti, notamment au niveau communal et régional, qui pouvaient proposer des révisions pour la commission programmatique. Celle-ci a ensuite proposé une version révisée en vue du congrès. En plus de ce document avant tout principal, les délégués devront se prononcer sur quatre grands axes, les « lignes directrices » du parti pour les quatre années à venir. Celles-ci traduisent l'inflexion générale portée par le programme et les mesures concrètes de politique publique mises en avant. Les délégués devront ainsi se prononcer sur plus de 4000 motions rentrant dans le détail des différentes lignes directrices.

Une inflexion profonde sur le plan des principes

Le congrès devra d'abord entériner le nouveau programme principal proposé par la commission programmatique et la direction du parti. Celui-ci rompt notamment avec la politique migratoire portée précédemment. Le programme de 2013 énonçait ainsi que « la Suède doit offrir un refuge sûr aux personnes contraintes de fuir les persécutions et la violence. Nous souhaitons une immigration généreuse et réglementée. Toutes les communes ont la responsabilité d'accueillir des réfugiés et tous les efforts doivent viser à leur permettre de travailler et de subvenir à leurs besoins, d'avoir accès à l'éducation et à un logement¹ ». La question migratoire n'était pas particulièrement centrale dans le document, et le terme « immigration » n'y apparaissait que trois fois². Les positions défendues par le parti étaient toutefois très claires. Lors d'un discours remarqué à l'occasion d'une manifestation en soutien aux réfugiés en 2015, Stefan Löfven avait déclaré : « **mon Europe ne construit pas des murs** ». Une phrase détournée ensuite par les Démocrates de Suède comme slogan de campagne aux élections européennes.

La question de l'immigration et de l'intégration est désormais beaucoup plus centrale dans la proposition de 37 pages et s'exprime dans des termes bien plus fermes qu'en 2013. Le programme reprend ainsi dans les principes cardinaux du parti la conduite d'une politique migratoire stricte. Cette fermeté est toutefois articulée à la question économique avec des accents forts mis sur l'intégration. C'est certainement en essayant de porter un discours dur, mais avec une connotation sociale, que le parti entend se distinguer de la droite et de l'extrême droite, dont il s'est très fortement rapproché sur ces questions. Il peut être pertinent de reprendre *in extenso* quelques passages de ce nouveau document. Celui-ci énonce par exemple :

« Lorsque la politique migratoire n’a pas été suffisamment stricte et que les mesures d’intégration ont été trop faibles, cela a entraîné une ségrégation à la fois ethnique et sociale. Des structures semblables à des sociétés parallèles ont commencé à se développer, souvent concentrées dans certains des quartiers les plus défavorisés de Suède. Les personnes qui vivent dans ces quartiers sont les plus touchées par l’inefficacité des politiques publiques. Le soutien aux enfants qui y grandissent a manqué. Leur existence a souvent été marquée par la pauvreté, le chômage des parents, le surpeuplement et la ségrégation résidentielle, auxquels s’est ajouté un système scolaire défaillant. Il est grave que les possibilités d’apprendre la langue suédoise y soient limitées, alors même que la société y est absente et qu’il y a trop peu de personnes parlant régulièrement le suédois dans ces quartiers. Cette évolution a été accentuée par les privatisations ainsi que par une immigration de main-d’œuvre insuffisamment réglementée qui a trop souvent alimenté un marché du travail clandestin avec des conditions loin d’être équitables ³ ».

Il est toutefois important de noter qu’en matière de principes économiques, le nouveau programme semble traduire une inclinaison plus à gauche, portant une critique marquée et plus agressive du capitalisme qu’en 2013. La proposition soumise au congrès explique ainsi que « le capitalisme déréglementé ne tient compte ni des intérêts de la société, ni de l’environnement et du climat. Il exploite tant les personnes que les ressources naturelles et constitue un facteur essentiel à l’origine de la crise climatique ⁴ ». Si le programme de 2013 critiquait aussi les aspects néfastes du capitalisme, il insistait bien plus sur les aspects positifs de l’économie de marché et sur la nécessité d’effectuer une distinction.

Les déclinaisons plus concrètes de ce virage idéologique se retrouvent toutefois dans les quatre « lignes directrices » qui seront discutées lors du congrès et qui concentrent les débats. Celles-ci comprennent « une vie meilleure dans un pays plus riche », « le droit à une société qui fonctionne », « vivre en sécurité » et « faire partie d’une société commune forte ». C’est ici que se retrouve l’essentiel des propositions portées par les différents groupes thématiques.

Des lignes de division à trancher lors du congrès

Le groupe chargé des questions d’intégration, dirigé par la députée Lawen Redar, qui est par ailleurs membre de la commission programmatique, a particulièrement attiré l’attention. Lawen Redar est ainsi devenue une des figures les plus en vue du parti, en soutenant une ligne dure sur la question de l’intégration. Elle a notamment été l’invitée du grand entretien du samedi matin de la radio publique suédoise, le 14 septembre 2024, pour développer ses positions ⁵. Pour son rapport, elle s’est rendue au Danemark, qu’elle prend régulièrement en exemple. Avec son groupe, elle propose ainsi l’abolition de la loi permettant aux demandeurs d’asile de choisir leur logement. Ils

devraient désormais vivre dans des centres gouvernementaux qui devraient être largement développés. Elle propose aussi une série d'obligations en matière d'apprentissage de la langue, qui pourraient donner lieu à un retrait d'aide sociale en cas de non-participation. Les propositions les plus controversées sont toutefois inspirées directement du Danemark et concernent les « zones défavorisées » (*utsatta område*), accusées de favoriser la mise en place d'une « société parallèle ». Le Danemark a ainsi mis en place une loi pouvant contraindre les habitants de ces quartiers classés comme « non occidentaux » à déménager. La Cour de justice de l'Union européenne a été saisie pour juger de la conformité du texte à la réglementation européenne. Pour Redar, il s'agit de dresser une liste de ces quartiers et d'y conduire une politique agressive de transformation, impliquant des destructions de logement, mais aussi l'interdiction de s'y installer pour les individus dont les revenus proviennent des aides sociales.

Une autre figure montante du parti ayant participé à ces groupes thématiques est la députée Teresa Carvalho, porte-parole du parti sur les questions juridiques depuis 2024. À la tête du groupe visant à lutter contre le crime organisé, son rapport annonce vouloir « briser » les gangs. Il propose notamment de renforcer les sanctions pénales contre les mineurs, mais aussi de mettre en œuvre une loi anti-mafia. De façon notable, le parti prend ouvertement comme modèle le *RICO Act* américain, qu'il cite à plusieurs reprises dans ses propositions programmatiques. Cet élément de langage est régulièrement dans les médias, même après l'élection de Donald Trump. L'ambition principale d'une telle loi serait de criminaliser l'appartenance même à un groupe criminel.

Si ces positions ont été les plus médiatisées, elles ne sont pas forcément celles ayant donné lieu aux controverses les plus fortes au sein du parti. D'autres débats sur les questions économiques se sont avérés plus complexes. C'est notamment le cas des propositions mises en avant par le groupe de travail dirigé par la députée et ancienne ministre Annika Strandhäll, par ailleurs dirigeante de l'organisation des femmes social-démocrates. Le rapport de son groupe, consacré au temps de travail, proposait ainsi le passage à la semaine de 35 heures en 2030. L'ancienne ministre a porté le sujet avec entrain à plusieurs reprises, mais n'a pas été suivie directement par la direction du parti qui a choisi une posture plus vague et ne s'engage pas sur une éventuelle évolution législative. Une motion a toutefois été déposée en ce sens pour être débattue à Göteborg. La question devrait donc diviser le congrès, même s'il paraît douteux que la position de Strandhäll puisse l'emporter sans le soutien direct de la principale organisation syndicale Landsorganisationen (LO). Celle-ci, très proche du parti social-démocrate qu'elle contribue à financer, préférerait voir cette modification se faire au niveau des accords collectifs, mais n'exclut pas complètement une modification législative⁶.

Un autre point de débat important concerne la politique budgétaire à conduire dans les prochaines

années. Le groupe des Réformistes (*Reformisterna*), une des associations du parti œuvrant sur les questions économiques et appartenant à l'aile gauche, milite ainsi pour une révision du cadre budgétaire. Cette réforme devrait permettre à la Suède de financer des investissements importants, notamment dans la transition écologique. En effet, la politique budgétaire du pays est particulièrement encadrée pour éviter tout dérapage de la dette publique. Ces mesures ont été prises notamment après la crise des années 1990, qui avait vu le niveau de la dette fortement augmenter dans le pays. Jusqu'en 2024, le budget de l'État devait ainsi être excédentaire. À l'issue du travail d'un comité transpartisan dont les résultats ont été publiés à l'automne 2024, la direction du parti social-démocrate et le gouvernement se sont mis d'accord pour faire évoluer cette règle vers un budget devant simplement être à l'équilibre. Les Réformistes, et notamment Daniel Suhonen, figure en vue du groupe et éditorialiste pour le quotidien *Aftonbladet*, souhaitent une révision plus ambitieuse permettant un déficit contrôlé, destiné à financer les investissements. Il s'oppose ainsi dans des termes critiques à la ligne de la direction défendue par son porte-parole pour la politique financière, Mikael Damberg.

Il semblerait toutefois que les tensions autour de cette question se soient apaisées depuis le début de l'année, avec des signes envoyés en direction du groupe. Magdalena Andersson et Mikael Damberg ont ainsi proposé de créer un fonds pour la défense, doté de 250 milliards de couronnes (environ 23 milliards d'euros) et financé par l'emprunt, mais aussi par des hausses d'impôts pour les plus fortunés. Avec une vision assez large, ce fonds pourrait contribuer notamment à financer les investissements dans des infrastructures stratégiques, comme le rail.

Une refondation programmatique qui ne résout pas tous les arbitrages pour la social-démocratie suédoise

Si ce congrès est donc une étape importante dans la refondation idéologique du parti, il ne résout qu'une partie des dilemmes auxquels doit faire face Magdalena Andersson. Il marque d'abord un virage à gauche sur les questions économiques, mais qui reste toutefois plutôt timide. Il devrait en ce sens satisfaire une grande partie de la base militante assez favorable à cette orientation après plusieurs budgets de droite très favorables aux plus fortunés. Dans le même temps, il entérine le virage autoritaire du parti sur les questions d'immigration et de sécurité, très inspiré du voisin danois. Cette réorientation se caractérise par une forme de sensationnalisme, avec des expressions marquantes comme la proposition de loi antimafia. Le parti cherche toutefois à se distinguer de la droite, en plaçant l'accent sur l'intégration et les inégalités dans les zones les plus défavorisées.

Pour autant, le programme et les lignes directrices restent avant tout tournés vers la base militante et les différentes factions du parti. Malgré des dissensions sur certains points programmatiques, le parti reste largement uni derrière Magdalena Andersson. Néanmoins, à l'issue des élections de 2026, cette dernière devra résoudre l'épineuse question de la composition d'une nécessaire coalition parlementaire. À l'heure actuelle, la dirigeante social-démocrate reste floue sur la possibilité d'inclure le Parti de gauche dans son gouvernement. Si elle devait dépendre d'une large coalition, allant du Parti de gauche au Parti du centre, pour retrouver les clefs de Rosenbad – le siège du gouvernement –, elle risquerait de souffrir des mêmes difficultés que Stefan Löfven il y a dix ans. Elle serait alors contrainte par des alliés aux positions diamétralement opposées, et il n'est pas évident que les nouvelles orientations programmatiques permettent de résoudre cet écueil.

1. Parti social-démocrate des travailleurs de Suède, *Ett program för förändring*, 2013, p. 24 (traduction personnelle).
2. En détail, le terme *invandring* apparaît une fois et le terme *migration* deux fois
3. *Socialdemokraternas partiprogram, Förslag till partikongressen*, 2025, p. 16 (traduction personnelle), [consultable en ligne](#).
4. *Socialdemokraternas partiprogram, Förslag till partikongressen*, 2025, p. 10 (traduction personnelle), [consultable en ligne](#).
5. *Ekots Lördagsintervju*, 14 septembre 2024, [consultable en ligne](#).
6. Entretien avec Johan Lindholm, président de LO, dans *Dagens Nyheter* le 30 avril 2025, [consultable en ligne](#).